

LE SURSIS À LA FERMETURE DES PETITS BUREAUX DE POSTE

M. R. E. McKinley (Huron): Une question complémentaire pour le ministre des Postes, monsieur l'Orateur. Le ministre ne pourrait-il envisager de surseoir à la fermeture des petits bureaux de poste, partout au Canada, jusqu'à ce que les autres grands problèmes relatifs aux services postaux aient été réglés?

L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, nous avançons sur plusieurs fronts à la fois. Hier soir, j'ai dîné en compagnie des chefs des deux syndicats nationaux et nous avons eu une bonne discussion d'ordre général. Il n'est pas nécessaire de réduire nos efforts dans une direction pour les concentrer dans une autre. La plupart des députés savent, ou ont déjà remarqué, que le service en dehors d'Ottawa s'est considérablement amélioré.

Des voix. Oh, oh!

L'hon. M. Kierans: Si les députés d'en face ne l'ont pas remarqué, au moins certains membres de la tribune parlementaire l'ont fait. Des améliorations sensibles ont lieu dans toute l'administration du ministère des Postes.

L'INSTALLATION D'UN PLUS GRAND NOMBRE DE DISTRIBUTEURS DE TIMBRES

M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. En septembre dernier, le ministre des Postes a annoncé un programme en vue d'installer un plus grand nombre de distributeurs automatiques de timbres-poste. Quand ce programme sera-t-il mis en œuvre?

L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes): Nous sommes activement engagés dans la mise en œuvre de ce programme, monsieur l'Orateur. A cause des nouvelles pièces de 25c., nous avons accordé la priorité à la transformation des machines existantes.

LE MINISTÈRE

LA SÉPARATION DES MINISTÈRES DES TRANSPORTS ET DE L'HABITATION

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, puis-je revenir un moment à l'habitation. Ma question s'adresse au premier ministre. Ne pense-t-il pas que le temps est venu d'accomplir une chose que bien des Canadiens réclament depuis un certain temps déjà, c'est-à-dire l'établissement de deux ministères distincts pour les transports et le logement; ainsi, nous aurions un ministre des Transports et un autre ministre de qui relèverait tout le domaine du logement.

LES INONDATIONS

TRAIL (C.-B.)—LES MESURES D'URGENCE

M. Bruce Howard (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Le gouvernement de la Colombie-Britannique a-t-il demandé une aide d'urgence pour combattre l'inondation à Trail en Colombie-Britannique? S'agissait-il d'assistance financière ou d'aide en vertu de quelque programme de mesures d'urgence? Si cette requête a été formulée, le gouvernement va-t-il y accéder?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, des rapports nous sont parvenus indiquant qu'il y avait eu des inondations en Colombie-Britannique, dans la région de Trail. Jusqu'ici, sauf erreur, ni les forces canadiennes ni l'OMU n'ont reçu de demande d'aide des autorités provinciales ou municipales. Pour le moment, on considère donc que le problème est de caractère local et que des volontaires de la localité s'en occupent.

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre. Puis-je lui demander, si à cause du libellé de la motion dont la Chambre est saisie, il l'accepte comme motion de défiance? Si elle est rejetée, est-il disposé à démissionner? Je demande cela étant donné ce qui s'est produit dans un cas semblable il y a un peu plus d'un an.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je crois que le député devra attendre pour voir le résultat.

LES ARTS, LES LETTRES ET LES SCIENCES

LES CRÉDITS AUX MUSÉES NATIONAUX

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Étant donné la crise qui sévit dans les musées nationaux du Canada, comme l'indique la démission de M. Banfield, directeur du Musée des sciences naturelles, quelles mesures le ministre va-t-il prendre pour rétablir la confiance envers cet important secteur culturel.

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, le Conseil d'administration de la société qui réunit les Musées nationaux étudie cette question à l'heure ac-